

TRIBUNE

LE JOURNAL DU PLR VAUDOIS | N° 2 | MERCREDI 23 FÉVRIER 2022

Sommaire

Édito – Mibé – Assemblée PLR suisse	2
Opinions	8
Réflexion	9
Point fort	11
Les députés en action	12
Politique cantonale – Campagne	13-14
Dans le monde	15
Frivolités essentielles	16

PROFITONS DU MOMENT

UN VENT DE LIBERTÉ SUR LA SUISSE ?



MESSAGE DU PRÉSIDENT

Cassons les crayons !

Page 3



POLITIQUE FÉDÉRALE

Karin-Keller Sutter à l'interview

Pages 4-5



DOSSIER La Suisse Demain

Restons optimistes, mais les temps sont durs

Pages 6-7



JLRV

Il va faire tout noir !

Page 10



Un regain de liberté permettra à notre pays de voir l'avenir avec plus de sérénité. La liberté a toujours un prix. L'après-crise sanitaire amènera d'autres défis. Saurons-nous les relever avec succès? Analyse et commentaire...

Pages 6-7

JAB
CH-1005 Lausanne
Poste CH SA

UN MOT, LIBERTÉ

par Fabienne Guignard,
rédactrice en chef

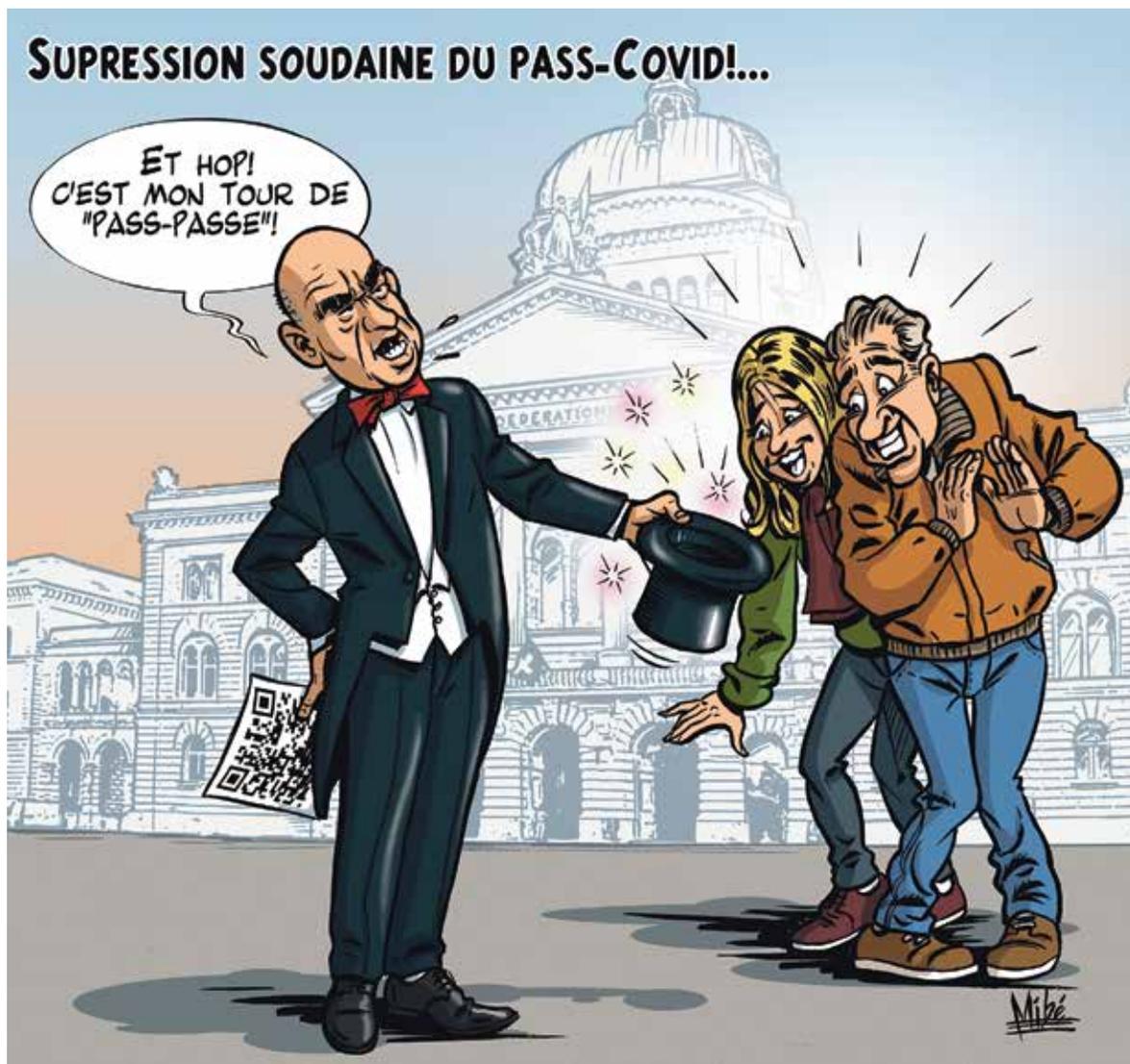
Un simple mot mais de multiples effets et interprétations. Liberté.

Le mot le plus prononcé ces derniers mois, partout sur la planète. Le plus revendiqué aussi. Liberté collective, liberté individuelle. On peut mourir pour elle ou exiger en son nom. Liberté, bizarrement le mot préféré des anti-tout... Liberté liée à responsabilité. Le mot de tous les courages, de tous les espoirs. Le mot des droits de l'homme, de l'état de droit tout court. Liberté d'expression, liberté de vote, liberté de choix, liberté de mourir dans la dignité, liberté de changer de sexe. Liberté de se déplacer. De se réunir. D'aimer. La liberté de haïr aussi. La liberté espérée, fantasmée du prisonnier, du torturé, du réfugié. La liberté de penser, d'écrire, d'agir, d'entreprendre, de créer. La liberté pour sortir de l'injustice. La liberté du penseur, du poète. La liberté de Serge Reggiani.

La liberté au quotidien, retrouvée après deux ans de crise sanitaire. La liberté, un slogan d'une campagne politique. Une valeur fondamentale. Un simple mot qui va de soi quand tout va bien, qu'on se met à apprécier quand on le perd. Un mot qui unit ou qui sépare. Un mot généreux, solidaire ou carrément égoïste. Ma liberté contre celle des autres. Un mot inconnu pour de nombreux peuples. Pire un mot interdit. La liberté, ce mot si puissant et emplí d'espoir.

Plus de pass sanitaire, quasiment fini l'usage des masques dans notre pays. Un État qui a pris soin de sa population et qui devra bien sûr rendre des comptes sur sa gestion de la crise. La liberté comme la privation de liberté a toujours un prix. Un prix économique, un prix social, un prix politique, un prix moral, un prix individuel.

À titre personnel, quel prix est-on prêt à payer pour notre liberté? Au contraire, que sommes-nous prêts à sacrifier de notre petit confort pour la liberté de tous? Dans nos pays démocratiques, ce sont des questions que l'on ne se posait plus... Rappelons-nous pourtant que rien n'est jamais acquis.



L'ASSEMBLÉE DES DÉLÉGÉS DU PLR SUISSE DE PASSAGE À MONTREUX

Sacré soutien pour nos candidats au Conseil d'État



LES SEULES BATAILLES QUE L'ON PERD VRAIMENT SONT CELLES QUE L'ON N'A PAS MENÉES JUSQU'AU BOUT

par Marc-Olivier Buffat,
président PLR Vaud, député,
candidat au Grand Conseil

Au Conseil d'État, le centre-droite vaudois présente une alliance large, forte et inédite: Christelle Luisier, Isabelle Moret et Frédéric Borloz pour le PLR, Michaël Buffat pour l'UDC et Valérie Dittli pour le Centre, et ce, dès le premier tour. Un rassemblement de forces sous l'enseigne de l'Alliance vaudoise.

Face à la liste rose-verte composée des trois conseillères d'État sortantes et d'un candidat Vert qui ambitionne de conserver le siège laissé vacant par la conseillère d'État Béatrice Métraux, il est donc primordial que notre parti, nos militants et nos électeurs votent compact. Même si le nombre élevé de candidats au Conseil d'État, vingt-six au total, laisse présager un risque de ballottage général au premier tour, il est également important que les candidats de l'Alliance vaudoise soient très bien positionnés afin d'aborder le second tour dans les meilleures conditions possibles.

En d'autres termes, il convient de casser les crayons!

Depuis 2011 en effet, jamais les chances de renverser la majorité acquise par les roses-verts suite au décès de Jean-Claude Mermoud (UDC) n'auront été aussi élevées et concrètes.

Fait réjouissant: ces cinq candidats battent le terrain et occupent la campagne avec une belle cohésion et entente.

S'agissant du Grand Conseil, les équilibres politiques précaires résultant du positionnement souvent aléatoire des indépendants (Vaud libre) ou des vert-libéraux impliquent que nous renforçons



encore le nombre de sièges PLR au Grand Conseil. Que l'UDC en fasse de même et que le Centre puisse retrouver un ou plusieurs sièges au Grand Conseil.

La campagne est désormais lancée et nos 150 candidates et candidats sont à pied d'œuvre sur le terrain. Bravo et merci à eux, ainsi qu'à leurs supporters et militants. Globalement, un quart au moins se verra modifié. C'est de toute manière une équipe renouvelée qui entrera en fonction au 1^{er} juillet 2022. Grâce à une éclaircie dans le ciel pandémique, nous avons pu retrouver le chemin des marchés, des réunions associatives et du contact avec la population. Profitons-en pour mener une campagne de proximité et encourager la population vaudoise à voter massivement pour les valeurs représentées par le PLR, valeurs porteuses d'espoir, de liberté, d'innovation et d'avenir. Tout le contraire de nos adversaires politiques roses-verts qui veulent en particulier supprimer le droit de vote communal sur le taux d'impôt et imposer de façon totalitaire

un taux unique dans tout le canton; et qui, d'autre part, par le biais de la planification hospitalière, tentent progressivement de supprimer le libre choix du médecin ou des cliniques privées pour alimenter des hôpitaux publics dont les prestations sont plus coûteuses et aggravent encore les factures médicales et donc les primes. Et enfin, qui tendent à prendre les élèves pour des cobayes: école intégrative, suppression

Le budget du canton de Vaud a augmenté de plus de 20% ces dix dernières années.

des devoirs à domicile, baisse des exigences scolaires, sans parler des changements de sexe à l'école au mépris de l'état civil et des avis parentaux.

Il est enfin faux d'affirmer que par des baisses d'impôt, le PLR voudrait vider les caisses de l'État et un taux de chômage particulièrement bas, sans parler d'une gestion des deniers rigoureuse. Le budget du canton de Vaud a augmenté de plus de 20% ces dix dernières années. Celles et ceux qui paient des impôts et contribuent à la prospérité générale ont aussi le droit de voir leur pouvoir d'achat augmenter. Dans cet esprit, n'oubliez pas de signer et de faire signer les initiatives dites jeunes PLR pour une augmentation de la déduction forfaitaire pour frais d'assurance maladie!

Bonne campagne à toutes et tous.

QUE FAUT-IL FAIRE POUR BIEN FAIRE JUSQU'AU 20 mars ?

Poser des affiches
Distribuer des flyers
Partager des posts
Écrire des courriers

Tenir des stands
Envoyer des SMS
Appeler des amis
Visiter ses proches

KARIN KELLER-SUTTER à L'INTERVIEW

« LE PEUPLE a CONFIRMÉ LA VOIE BILATÉRALE à DEUX REPRISSES DEPUIS TROIS ANS »

Depuis son entrée en fonction en 2019, la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter a défendu neuf projets en votation. Elle reste fidèle aux priorités qu'elle s'est données : la sécurité et l'emploi.

Vous avez dû défendre neuf projets lors de votations populaires. Comment est-ce possible de faire ça en plus du travail « normal » d'une conseillère fédérale ?

C'était parfois un défi, car j'ai également fort à faire pour diriger mon département et pour le travail dans les commissions. Je tenais aussi – et c'est encore le cas – à m'investir au Conseil fédéral et à peser sur les décisions. Le coronavirus est ensuite arrivé. Le DFJP a joué ici un rôle important, avec l'Office fédéral de la justice. Il fallait par exemple s'assurer que les entreprises puissent tenir leurs assemblées générales à distance, et cela en toute légalité. C'est un exemple très concret, mais vous ne pouvez même pas vous imaginer toutes les adaptations réglementaires qu'il a fallu faire pour limiter les conséquences négatives de cette pandémie.

Avec le référendum contre la loi sur les armes, c'est un deuxième pilier des relations bilatérales qui a été remis en question : la coopération en matière de sécurité dans l'espace Schengen.



Effectivement : l'initiative de limitation remettait en question les accords bilatéraux I, en s'attaquant à la libre circulation des personnes. Le référendum contre la directive sur les armes s'en prenait aux accords bilatéraux II, avec Schengen et Dublin. Dans les urnes, le peuple a donc confirmé la voie bilatérale à deux reprises en trois ans.

La coopération dans l'espace Schengen est essentielle pour la sécurité de la Suisse. C'est pour cela que je participe

régulièrement aux rencontres des ministres de l'intérieur de l'UE et que j'y défends les intérêts de la Suisse. À ce titre il est important que la réforme de Frontex soit acceptée en mai prochain. Un refus menacerait cette collaboration internationale essentielle pour la sécurité dans notre pays.

Un projet important pour la place économique suisse était le contre-projet à l'initiative pour des entreprises responsables. Était-ce la bataille la plus difficile ?

Ce n'était pas évident, avec notamment une campagne au ton particulièrement dur. Mais heureusement, au final, le contre-projet plus pragmatique et en phase avec les règles d'autres pays, a été accepté. L'initiative allait beaucoup trop loin par rapport à d'autres pays.

La coopération dans l'espace Schengen est essentielle pour la sécurité de la Suisse.

Vous avez aussi eu à défendre des projets sécuritaires importants.

Oui, par exemple en juin 2021, les citoyens ont dit oui aux nouvelles mesures policières de lutte contre le terrorisme. En décembre dernier, le Parlement a adopté la révision de la loi sur les profils d'ADN, ouvrant la voie à ce qu'on appelle le phénotypage. Il s'agit là, avec la poursuite de la participation à la coopération Schengen, d'éléments importants pour la sécurité de notre pays.

Autre thème de politique de sécurité : la lutte contre la violence domestique. Un sujet qui vous tient particulièrement à cœur. Quels sont vos projets ici ?

La lutte contre la violence domestique et sexuelle fait partie de mes priorités politiques depuis toujours. Sous mon impulsion, Saint-Gall a été un canton pionnier en matière de protection des victimes. Au printemps dernier, j'ai lancé un dialogue stratégique entre la Confédération, les cantons et des acteurs de la société civile. La Confédération et les cantons se sont engagés, dans une feuille de route, à prendre les mesures nécessaires. Chacun doit maintenant les mettre en œuvre dans son domaine de compétence.

publicité



dsilence acoustique sa

A l'écoute de votre silence

Acoustique des salles, du bâtiment, de l'environnement

021 601 44 59
www.dsilence.ch

APPROVISIONNEMENT ÉNERGÉTIQUE: GARDONS LA LIGNE, TOUT EN MISANT SUR L'INNOVATION

par Jacqueline de Quattro,
conseillère nationale

L'échec de l'accord-cadre avec l'Union européenne, suivi par le rejet de la loi sur le CO₂ ont remis la sécurité de notre approvisionnement en électricité au premier plan. Surtout qu'un accord sur l'électricité avec l'UE semble compromis et que la demande en énergie augmente. Cette situation critique a relancé le débat sur le nucléaire nouvelle génération.



Dans notre pays, la construction de nouvelles centrales est interdite. Le peuple l'a décidé en 2017, en acceptant la stratégie énergétique 2050 à 58.2%. Les Vaudois ont dit oui à 73.5%. Le PLR en a fait de même dans ses prises de position.

Aujourd'hui une centrale nucléaire de nouvelle génération n'est pas à même d'assurer l'approvisionnement électrique de la Suisse d'ici 2025 alors que des risques de pénurie sont annoncés. La technologie des nouveaux réacteurs n'est pas maîtrisée, comme le montre le récent incident à Taishan en Chine. Les coûts et la gestion des déchets radioactifs ne sont pas résolus. Et l'acceptation populaire est loin d'être acquise.

Il sera en effet difficile de faire changer d'avis la population et les investisseurs tant que les nouvelles technologies n'auront pas fait leurs preuves. Même en prenant toutes les précautions, le risque résiduel demeure. Fukushima a démontré qu'il existe une combinaison d'accidents auxquels aucun ingénieur n'a pensé. Un tel risque est inacceptable dans un pays densément peuplé comme le nôtre.

Bâtir une nouvelle centrale demandera aussi du temps. Avant de poser la première pierre, il faudra modifier la loi, planifier, obtenir l'acceptation par la population et l'autorisation de construire. Quand on voit qu'une éolienne peut être bloquée pendant plus de 20 ans, on imagine quelle guérilla les opposants au nucléaire déclencheront. Quant aux travaux de construction, ils prendront au moins 15 ans. Aucune nouvelle centrale ne pourra donc fonctionner avant 2050 au plus tôt.

Qui voudra investir? Car la nouvelle énergie coûte très cher. L'exemple de la centrale de Flamanville en France en est la preuve. Quand les travaux ont commencé en 2007, le projet était estimé à 3.3 milliards. La facture s'élève actuellement à 19 milliards. Et elle n'est toujours pas fonctionnelle. À contrario, le prix des énergies renouvelables baisse.

Autre difficulté: on ne sait toujours pas traiter les déchets. Leur toxicité dure des milliers d'années. Personne n'en veut chez soi, les habitants d'Ollon ne le démentiront pas. La Suisse a déjà dépensé 5 milliards pour trouver un lieu où enfouir les déchets actuels,

sans succès. Il n'est pas responsable de laisser aux générations futures le soin de régler ce problème.

Il reste donc des problèmes à résoudre avant de lever l'autorisation de construire de nouvelles centrales. En attendant, boostons les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Pour y arriver, il faut simplifier et accélérer les procédures d'autorisation et mettre en place des systèmes d'encouragement aux investissements. Ce qui incitera nos entreprises électriques à financer des projets chez nous et non pas à l'étranger et aidera les particuliers à installer des panneaux solaires et à isoler leurs bâtiments. Enfin soutenons la recherche qui est non seulement autorisée mais en cours.

La recommandation du PLR adoptée à Montreux va dans ce sens. Nous restons ouverts à l'innovation et aux futures technologies mais sans tourner notre veste. Nous posons des

La toxicité des déchets dure des milliers d'années. Personne n'en veut chez soi, les habitants d'Ollon ne le démentiront pas.

conditions: prouver le besoin, garantir une sécurité en tout temps et une gestion complète des déchets. Nous restons ainsi fidèles à notre ligne et à la volonté populaire.

publicité

**Fiduciaire
PAUX Conseils
& Gestion**

- Conseils fiscaux
- Gérance/ Administration PPE
- Comptabilité

Rue de la Gare 15 - 1110 Morges
Tél. 021 803 73 11
info@paux.ch - www.paux.ch

RESTONS OPTIMISTES, MAIS LES TEMPS SONT DURS

par Fabienne Guignard,
rédactrice en chef

Le monde vit des périodes agitées depuis quelques années. Des lignes que l'on croyait infranchissables ne le sont plus. Pas de grands projets redonnant de l'espoir. Plus vraiment d'enthousiasme collectif pour un bien commun à construire. Dans beaucoup de pays, on parle même de déclin, sous toutes ses formes. On s'inquiète pour l'avenir. Les pays qui ont décliné ces dernières décennies veulent reconstruire leurs empires perdus (Russie, Turquie, Chine), qui pour retrouver leur fierté et leur puissance passées sacrifient au passage leurs peuples qui ne vivent pas dans les meilleures conditions économiques et sociales. Les voilà totalitaires pour imposer leur vue... La guerre restant même une option sur la table... Ainsi va le monde d'aujourd'hui...

En Suisse comme ailleurs, nous vivons dans un présent qui ne connaît encore que peu de ruptures ou catastrophes. Mais il y en a de plus en plus souvent.



On en parlait déjà en 2017...

Chaque pays en fonction de son histoire propre, de ses valeurs, de ses traditions évolue dans le temps, à son rythme. Beaucoup de dénis sur les réels dangers peuvent ainsi tendre à prendre de mauvaises décisions. En matière climatique, l'exemple est significatif. L'excellent film «*Don't look up*» avec DiCaprio s'en est fait largement l'écho...

Les besoins grandissants de notre société, tout en électricité, doivent être satisfaits. À tout prix. On mise ainsi sur l'innovation pour résoudre les problèmes collatéraux. Notre dépendance aux énergies, sous toutes leurs formes, devient vitale pour assurer notre quotidien. En Suisse comme ailleurs, nous vivons dans un présent qui ne connaît encore que peu de ruptures ou catastrophes. Mais il y en a de plus en plus souvent. Le court terme étant toujours privilégié. Comme le disait déjà Jacques Chirac, il y a vingt ans : «*La maison brûle mais nous regardons ailleurs...*». Il n'en demeure pas moins que la maison brûle...

Les gouvernements ont la charge d'assurer le futur de leur population mais sans les heurter trop. Les réformes structurelles deviennent ainsi de plus en plus difficiles à mettre en place. Toute proposition ou réforme est refusée. La loi CO₂ en est un bel exemple. Il y a ceux qui prennent de plein fouet les premiers effets négatifs des crises et ceux qui en sont encore préservés. Il y a les anti-systèmes qui ont pris la crise sanitaire comme prétexte à leur révolte. Les complotismes les plus divers reprennent de la force. La Science est pour d'autres l'unique sauveur. Et les élus du peuple, dans ce marasme, font ce qu'ils peuvent...

La Suisse, avec ses 8,5 millions d'habitants, située au centre de l'Europe mais qui ne fait pas partie de l'Union européenne, cherche le chemin de son salut. Une voie solitaire augmente le risque de l'isolement. Beaucoup d'entre nous le craignent fortement. C'est mon cas. L'arrêt unilatéral des négociations sur l'accord-cadre avec l'UE pose questions. Comment se plaindre ensuite

Quand les temps sont durs, je crois aux compromis, aux solutions innovantes, aux prises de risques pour l'intérêt général.

des conséquences sur la recherche notamment car depuis cette décision, la Suisse a été exclue des Recherches européennes plus connues sous le nom de Horizon Europe. Quelques pays amis, l'Allemagne et l'Autriche notamment, plaident pour notre réintégration. Cela sera-t-il suffisant? Des universités suisses et britanniques cherchent des voies communes pour y remédier ensemble. La recherche, c'est une des grandes forces de notre pays, un de nos pôles d'excellence. Pourquoi s'en priver? Nos chercheurs ne vont pas attendre éternellement que notre gouvernement trouve des solutions. Ils sont d'ores et déjà recrutés par les universités européennes de renom. Ces cerveaux qui s'en vont reviennent rarement sinon pour la retraite...

Le premier parti de Suisse a toujours refusé tout lien étroit avec l'UE aidé récemment par les syndicats sur le délicat sujet des salaires. Nous voilà ainsi sans accord-cadre et sans aucune proposition sur la table. Dialogue de sourd. Le leitmotiv invoqué dans notre pays, toujours le même: «*Il faut intensifier les relations bilatérales*», nous le voulons tous, sauf que l'Union européenne n'en veut plus de ces relations bilatérales. Elle n'en veut plus. Les relations CH-UE ne sont donc pas au beau fixe au point qu'une parlementaire européenne française, ancienne ambassadrice, dira qu'il ne faut pas être dans les relations avec la Russie «*une grosse Suisse molle*». Taulé compréhensible de notre côté mais pas d'excuse réelle de Nathalie Loiseau. Cela en dit long sur le



Le statu quo, le nouveau maître du jeu par manque de dialogue, n'est plus une solution acceptable.

ampleur, qui a mis à mal notre moral, il serait bien pour notre pays de nous réunir autour d'un projet fédérateur. Oui mais lequel? Nous vivons une période où les mauvaises nouvelles s'ajoutent les unes aux autres. Alors il y a plein de gens qui font comme si de rien n'était et continuent leur petite vie quotidienne sans se poser de question mais la maison continue de brûler... Il nous faudrait un sursaut.

Rien ne sert de jouer les défaitistes. Quand les temps sont durs, je crois aux compromis, aux solutions innovantes, aux prises de risques pour l'intérêt général. La jeune génération subira les contrecoups de nos non-décisions actuelles. Le statu quo, le nouveau maître du jeu par manque de dialogue, n'est plus une solution acceptable.

Les entreprises, les citoyens suisses ont toujours fait preuve de créativité. Notre pays sait rebondir. L'esprit d'entreprise est bien présent mais il y a de gros blocages et les réformes nécessaires patinent. Alors que faire pour retrouver cette cohésion sociale qui commence à manquer aujourd'hui cruellement? Reparlons-nous sans animosité, fermement, vivement mais avec respect. Cela serait déjà un premier pas... Les autres suivront, espérons-le.

... toujours autant d'actualité...

grand amour avec nos voisins... Voilà ce que l'on pense de nous...

Cet isolationnisme helvétique est aujourd'hui à nouveau sur la table. Certains s'opposent à une candidature de la Suisse à un siège permanent de deux ans au Conseil de sécurité, au nom de la neutralité... Précisons que Joseph Deiss, ancien conseiller fédéral, a été président de l'Assemblée onusienne et que la Suisse n'a rien perdu de sa force de neutralité ni avant, ni après. Il y a donc un mouvement qui voudrait que la Suisse reste toute seule dans son coin, comme un célèbre village gaulois, estimant que notre formule magique helvétique viendra à bout de tous les dangers.

Dans tous les domaines, stratégique, économique, énergétique, climatique, nous avons besoin de nos voisins. La votation à venir sur Frontex, car nous faisons partie de Schengen, fera à coup sûr des remous.

Mais heureusement, notre pays reste dans le peloton de tête dans bien des comparaisons internationales en matière d'innovation, de compétitivité, de bonne gestion des finances publiques notamment ce qui en effet nous permet d'être positif pour l'avenir. À court terme pour le moins. La prospérité restant un garant du succès.

La Suisse reste une démocratie dite complète (seulement vingt-quatre pays le sont) selon l'indice annuel sur le sujet mais à la dixième place seulement. Notre système politique est aujourd'hui mis à mal par le lancement presque systématique de référendum sur les décisions du Parlement. Cela devrait être exceptionnel, cela devient régulier. Tout récemment le référendum lancé contre la loi AVS21 qui obtient en cinquante jours seulement le double des signatures nécessaires. Sans compter toutes les initiatives qui sont lancées tous azimuts et souvent par des partis

gouvernementaux qui ont pourtant la voie parlementaire pour mettre le sujet sur le tapis.

Le populisme de tout bord fausse le jeu. Les minorités, parlementaires notamment, n'acceptent plus de perdre et c'est inquiétant.

L'excellente situation financière de la Suisse permet en général de mieux digérer les crises que d'autres pays qui s'enfoncent dans des déficits faramineux. Notre chômage reste bas et notre système de santé tient le coup. Mais, à la sortie d'une crise sanitaire d'une telle

publicité

C LAUDE	YVERDON 024 445 36 78
FAVRE S.A.	VALLORBE 021 843 14 24
	LAUSANNE 021 653 60 60
	www.claude-favre.ch

Spécialiste toitures & façades

INTERDICTION DE LA MENDICITÉ : LA LOI VAUDOISE ÉTAIT-ELLE VRAIMENT INAPPLICABLE ?



Marlène
Bérard

par Marlène Bérard,
conseillère communale,
présidente de groupe Lausanne,
candidate au Grand Conseil

En novembre 2018, la mendicité est devenue interdite sur l'ensemble du territoire vaudois. À compter de cette date, les mendiants n'étaient plus visibles aux abords des magasins, arrêts de bus, cinémas et autres lieux publics.

Toutefois, en janvier 2021, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a rendu un arrêt qui aboutit à la conclusion qu'une interdiction générale de la mendicité pouvait constituer une atteinte disproportionnée au droit du mendiant.

Depuis que cet arrêt a été rendu, les mendiants ont refait surface aux abords des magasins, distributeurs d'argent, parkings, cinémas et autres lieux publics. Ils sont également actifs sur la voie publique en se faufilant entre les voitures arrêtées aux feux de circulation. Le plus souvent de manière insistante, mais toujours systématiquement, le passant est interpellé pour qu'aumône lui soit donnée.

La question est de savoir si les autorités vaudoises n'ont vraiment pas d'autres choix que de renoncer à intervenir. Et force est de constater que ce n'est pas le cas. L'arrêt de la CEDH prohibe certes l'interdiction générale de mendier, mais n'exclut pas l'interdiction de certaines formes de mendicité, comme par exemple la mendicité dite agressive ou celle qui vise à exploiter les personnes et les enfants.

Il est dès lors temps d'adapter la loi vaudoise pour que son champ d'application soit conforme à l'arrêt de la CEDH et qu'il continue à garantir la sauvegarde de l'ordre public, la sécurité et la tranquillité sur le domaine public.

NOS COMMUNES ONT DES TALENTS



Steen
Boschetti

par Steen Boschetti,
conseiller communal Prévèrenges,
candidat au Grand Conseil

Vous connaissez certainement votre village comme votre poche. Vous avez l'habitude de prendre votre café le dimanche matin dans la boulangerie du centre puis d'aller acheter quelques fleurs à l'angle de la rue. Mais saviez-vous que dans votre immeuble se cachait un spécialiste du digital ? Que dans le bâtiment d'en face, il y avait le patron indépendant d'une entreprise du second œuvre ?

La Suisse est un pays de PME, le constat est clair. Pourtant, nombre d'entre elles ne sont pas connues du grand public et ne se connaissent même pas entre elles. Moi-même, j'ai été surpris d'apprendre

que, dans ma commune grande de 5300 habitants, se trouvaient plus de 350 entreprises inscrites au Registre du commerce. Pourtant, je n'en connais qu'une vingtaine. À l'heure où l'on souhaite encourager les circuits courts, promouvoir l'écologie, stimuler l'emploi ou encore lutter contre l'atonie de nos centres-villes, l'absence de mise en valeur de nos entreprises apparaît comme un beau gâchis.

Les communes ont certes l'obligation de tenir un registre communal des entreprises, mais elles n'en tirent souvent pas parti. Mettre en avant le tissu économique de nos régions n'a pourtant que des avantages. Cela permet de créer des synergies entre les entreprises qui peuvent travailler entre elles, de stimuler la consommation des habitants, d'augmenter les recettes fiscales ou encore de réduire le tourisme d'achat. Municipalités, associations économiques et Canton doivent exploiter ces ressources et dévoiler au grand public la richesse de notre entrepreneuriat local.

LES INITIATIVES À TOUT-VA, NOUVEL OUTIL ÉLECTORAL ?

par **Quentin Racine**,
vice-président PLR Vaud,
conseiller communal Ollon,
candidat au Grand Conseil

En cette période électorale, les partis politiques et les militants sont mis à rude épreuve. Le calendrier des élections cantonales impose une campagne en hiver, loin des chaleurs des campagnes fédérales. Cela étant, en cette veille de renouvellement de nos autorités cantonales, les citoyens, eux aussi, sont mis à contribution par les partis, plus particulièrement leurs poignets !

En effet, coup sur coup, deux partis gouvernementaux ont annoncé le dépôt d'une initiative populaire, dont la période de récolte s'insère parfaitement dans la période de campagne électorale. Tout d'abord, les Vert.e.s vaudois.e.s ont lancé, le 12 janvier 2022, l'initiative « pour une sauvegarde du patrimoine naturel et des ressources » dite « initiative Sauvons le Mormont ». Ce texte vise notamment la protection de la désormais célèbre colline du Mormont. Après avoir soutenu la ZAD, les Vert.e.s découvrent les outils institutionnels. Nous pouvons que nous en réjouir.

Le 14 janvier 2022, c'était au tour du grand frère socialiste de déposer une initiative pour un congé parental de 34 semaines (*sic*), 16 semaines pour la mère, 14 pour le père et 4 semaines à la libre disposition des deux parents. Comme d'habitude au Parti socialiste, on lance un pavé dans la marre pour admirer les vagues. Comme le sous-signé l'indiquait au *Blick*, il ne s'agit rien de plus qu'une manœuvre électoraliste, populiste, voire démagogique. Le citoyen serait étonné si cela n'était malheureusement pas une habitude.

Ainsi, les stands politiques sont animés et c'est, bien évidemment, une bonne chose. Le débat est nourri et c'est finalement le but des campagnes électorales. Cela confirme que les initiatives populaires contribuent à l'échange, au débat et à la vie démocratique. Cet outil démocratique et populaire dont nos voisins nous envient les bienfaits sont de plus en plus utilisés par les partis. En effet, seules ces entités semblent en mesure d'avoir le personnel, l'organisation et la structure pour mener à bien une récolte de signatures. Nous pouvons ajouter à cette liste les milieux économiques, écologistes (à supposer qu'il faille les distinguer des partis de gauche) ainsi que les syndicats.

Dès lors, d'un point de vue logistique, il semble évident que l'initiative (ou le référendum) soit une arme brandie par les partis. Qu'en est-il politiquement ? En effet, nous assistons, durant cette campagne, à une *laudatio* permanente du bilan de la majorité rose-verte par les proches de ces milieux. Vous avez certainement d'ores et déjà lu ou entendu les miracles déployés par la majorité sortante en matière de mobilité, de santé publique, de finances publiques, de sécurité, etc.

Cela étant, quand bien même le bilan de la majorité semble être lumineux, il semble néanmoins que les partis en question ne soient pas satisfaits, au point de lancer deux initiatives à la veille des élections. La gauche est majoritaire dans le canton de Vaud depuis plus de dix ans et se voit contrainte d'user de l'initiative populaire pour faire passer ses idées. Est-ce que cette majorité de porcelaine doit être reconduite ? Évidemment que non. Ces initiatives relèvent de la plus grande démagogie et permettront d'occuper les conversations de marchés pour cacher, qui sait, la faiblesse d'un bilan ou d'un programme.



Quentin Racine

La gauche est majoritaire dans le canton de Vaud depuis plus de dix ans et se voit contrainte d'user de l'initiative populaire pour faire passer ses idées.

publicité

**CAVE DE LA CRAUSAZ
FÉCHY**

Bettems frères S.A.
Chemin de la Crausaz 3
1173 Féchy
021 808 53 54
www.cavedelacrausaz.ch
Ouvert du lundi au samedi

Cave de la Crausaz - Féchy AOC La Côte
CHF 8.40 la bouteille

IL VA FAIRE TOUT NOIR!



Alexandre Legrain

par Alexandre Legrain,
membre du comité des JLRV,
municipal Crassier,
candidat au Grand Conseil

L'ancien président de la Confédération, Guy Parmelin, annonçait il y a peu que les grands consommateurs d'énergie devaient se préparer à d'éventuelles pénuries de courant. Et pour cause: un rapport sur la sécurité d'approvisionnement en électricité annonce que la Suisse pourrait en manquer dès 2025! Stupéfaction totale: si l'on savait que notre pays ne produisait pas assez en période froide, nous étions loin de nous douter d'une telle menace sur notre approvisionnement énergétique.

Il existe de nouvelles technologies telles que l'éclairage dynamique basé sur des détecteurs de mouvements et des ampoules LED. Pour l'exemple, imaginez une commune dont les luminaires s'allument à 18 heures avec 100% d'intensité lumineuse qui baisse à 80% dès 20 heures, à 50% dès 22 heures et 20% dès minuit. À chaque mouvement, l'éclairage remonte en intensité afin d'éclairer le passant. Évidemment, cela doit être étudié selon les caractéristiques locales: les détecteurs sont à éviter sur les routes fréquentées au risque d'avoir un effet «clignotant» insupportable pour les riverains.

Passer d'un éclairage classique à des luminaires intelligents permet de réaliser jusqu'à 75% d'économies d'énergie. Ajoutons que l'éclairage public représente environ 30% de la facture d'électricité d'une commune! Ainsi, un tel système permet d'ajuster l'éclairage public aux besoins réels des usagers et de baisser notre consommation d'énergie tout en préservant la sécurité de tous.

Les solutions existent et concernent deux axes principaux: la production et la consommation. Le débat public fait la part belle au premier: augmentation des surfaces de panneaux solaires, des parcs éoliens, des barrages hydro-électriques, accélération des procédures lors d'oppositions, etc. Autant de mesures aussi urgentes que nécessaires.

Mais notre consommation d'énergie doit aussi être discutée. Rappelons ici l'objectif «2000 W» qui vise à réduire notre consommation d'énergie primaire par habitant et par année à 2000 watts d'ici 2050 contre 4000 watts actuellement. Pour atteindre cet objectif, il va falloir consommer l'énergie plus intelligemment.

L'un des moyens pour y parvenir, certes modeste, consiste en la réduction de l'éclairage public. Ici, deux groupes s'opposent: ceux qui veulent «tout éteindre» car sensibles à la protection de l'environnement et ceux qui «ne veulent rien éteindre», plus soucieux de la sécurité routière, entre autres. Cependant, il demeure un constat commun: éclairer, comme en plein jour, des routes désertes à 3 heures du matin, c'est un gaspillage d'énergie aberrant.

Il va falloir consommer l'énergie plus intelligemment. L'un des moyens d'y parvenir, consiste en la réduction de l'éclairage public.

L'éclairage public sera, inévitablement, moins puissant dans les années à venir. Soit à cause de pénuries de courant provoquant des extinctions forcées nous ramenant à l'âge de pierre, soit parce que nous l'aurons décidé par la mise en place de projets planifiés de réduction de l'éclairage. Il va sans dire que cette dernière option est la plus profitable pour tous puisqu'elle nous permet de prévenir plutôt que de subir.

publicité

LA MAGIE DU BOIS!

VOLET
CHARPENTIER/BATISSEUR

T. 021 926 85 85
St-Légier

La CROIX
CHARPENTIER/BATISSEUR

T. 021 926 85 95
Mts-Pully

KURTH
CHARPENTIER/BATISSEUR

T. 024 486 85 85
Orbe

JOTTERAND
CHARPENTIER/BATISSEUR

T. 021 637 85 85
Rolle

PORCHET
MENUISIER/CREATEUR

T. 021 908 06 80
Maraçon

► Cinq sociétés,
une même identité
pour un service

- plus proche
- plus fiable
- plus flexible
- plus complet



www.volet.ch

CHARPENTE · COUVERTURE · FERBLANTERIE · TERRASSE · ESCALIER
MENUISERIE · FENÊTRE · AGENCEMENT · PLAFOND · TONNEAUX

POUR QUE L'ÉNERGIE BON MARCHÉ, ABONDANTE ET DISPONIBLE EN TOUT TEMPS NE SOIT PAS UNE ESPÈCE EN VOIE DE DISPARITION

par Nicolas Suter,
député, vice-président
du Groupe PLR au Grand Conseil,
candidat au Grand Conseil

La croissance de notre économie est étroitement corrélée à la disponibilité de l'énergie et à son prix. La découverte de nouvelles sources d'énergie, que ce soit le pétrole ou l'électricité ont permis des bons en avant en termes de croissance et de qualité de vie. À l'inverse chaque crise énergétique s'est irrémédiablement traduite par une crise économique.

S'il est vrai qu'on parle beaucoup de décarboner notre société, il ne faut pas se cacher la face, en 30 ans on n'a pas fait grand-chose. Quelques chiffres pour illustrer ce fait : notre pays consomme 280 TWh d'énergie primaire par année, pétrole, gaz et électricité (dont 25 TWh de nucléaire et près de 40 TWh d'électricité produite par nos barrages). En 30 ans nous n'avons installé que 5 TWh de nouvelles énergies renouvelables. On le voit bien, on n'est pas tout à fait dans le rythme des objectifs fixés pour 2050.

En fin de compte, la transition énergétique qu'on appelle de nos vœux n'est pas très motivante pour les non-initiés. Soyons honnêtes, elle n'amène pas grand-chose à la vie de nos concitoyennes et de nos concitoyens. Au début du XX^e siècle le développement à large échelle de l'énergie et son accès généralisé ont transformé de manière significative la vie des Suisses en leur offrant éclairage, frigo, télévision, communication et fours à raclette. En comparaison qu'est-ce que la sortie des



Nicolas Suter

énergies fossiles pourrait bien nous offrir, mis à part la survie de la planète bien évidemment ?

En réalité passer des énergies fossiles aux énergies renouvelables fait bien plus que de « sauver la planète », cela renforce notre indépendance, garanti notre approvisionnement, crée des emplois locaux et stabilise les prix de l'énergie, un vrai programme de développement économique. Si la révolution industrielle du XIX^e et du début du

XX^e siècle a permis le développement économique que nous connaissons, la transition énergétique permettra peut-être de maintenir notre qualité de vie et nos emplois.

C'est pour cette raison que le Groupe PLR au Grand Conseil n'a eu de cesse ces dernières années et de manière intensive ces derniers mois de proposer des solutions concrètes en matière énergétique. Loin des taxes, des fonds sans fond ou des projets de décrois-

Si la révolution industrielle du XIX^e et XX^e siècle a permis le développement économique que nous connaissons, la transition énergétique permettra peut-être de maintenir notre qualité de vie et nos emplois.

sances prônés par la gauche ; nous défendons avec insistance le développement de notre canton et de son tissu économique.

Au niveau énergétique cela passera à moyen terme par une réelle prise en compte de l'efficacité énergétique, par des investissements sérieux en infrastructures de productions énergétiques locales et pour le long terme un élan sans tabous pour toutes sources d'énergies, notamment géothermiques puisque 99.9% de la masse de notre planète est à plus de 100 degrés.

Il y a un siècle nos aïeux ont investi massivement pour le développement de notre pays, nous en voyons les fruits aujourd'hui. Sachons en faire autant pour un impact tout aussi essentiel.

CONTINUEZ DE NOUS SUIVRE



LES DÉPUTÉS PLR REMPORTENT UNE FRANCHE VICTOIRE POUR LA SAUVEGARDE DE NOS INSTITUTIONS ET DE NOS COMMUNES

par Baptiste Vuilleumier,
stagiaire en politique parlementaire
PLR Vaud

Le Grand Conseil a dû se prononcer dernièrement sur une initiative de l'extrême gauche qui visait à fixer un taux unique d'imposition à l'échelon communal. Ce texte radical aurait signifié la suppression du principe d'autonomie des communes, en les transformant en de simples exécutrices de l'État. Grâce à l'effort commun de nos députés PLR, l'initiative a été balayée par 79 voix contre 62 moins une abstention.

Sur la forme déjà, le texte de l'initiative posait problème car il n'était pas réalisable constitutionnellement parlant, comme l'a rappelé le député **Stéphane Masson**, en indiquant qu'il aurait fallu demander au préalable une modification de l'article 139, qui énonce expressément que les communes disposent d'une autonomie dans la fixation des taxes et des impôts communaux.



Stéphane Masson

En second lieu, sur le fond, l'instauration d'un taux unique aurait signifié purement et simplement la mort des communes, et la fin de leur politique de proximité qui permet à juste titre d'ajuster les impôts en fonction des



Catherine Labouchère



Jean-Rémy Chevalley

enjeux locaux. « C'est un copié-collé de l'initiative de l'ancien député popiste Jean-Paul Dudt d'il y a 20 ans », s'est exclamée la députée **Catherine Labouchère**. À l'époque, la proposition avait été refusée par 68 % des votants vaudois. « Ne faisons pas des communes une cause commune à la sauce cantonale, en imposant une nouvelle couche centralisatrice pour mieux faire passer une idée idéologique ».

Trop tard, le mot a été lancé, il s'agit d'une initiative communiste, d'après le député **Jean-Marc Genton**, solide défenseur de l'autonomie communale. « Les communes font des choix politiques et ce n'est pas aux autres de les assumer ». Pire encore, la proposition gauchiste allait à l'encontre de notre démocratie, fondée sur la diversité des langues, des régions, communes et entreprises qui coexistent. « C'est grâce à cette diversité que la Suisse existe », rappelle avec véhémence le député **Jean-Rémy Chevalley**. « Sachons la préserver et laissons la capacité aux communes de la gérer ».

Enfin, sur l'objectif de cette initiative, bien qu'une réforme de la péréqua-



Jean-Marc Genton



Josephine Byrne-Garelli

tion s'impose, la députée **Josephine Byrne-Garelli**, co-présidente du « Comité d'initiative SOS Communes » a tenu à préciser que la péréquation actuelle réduisait déjà de plus de 90 % les disparités entre les communes et que le projet n'aurait pas permis d'augmenter les recettes de ces dernières.



Pierre-André Romanens

Enfin, « il n'y a pas de communes riches ou de communes pauvres, mais des contribuables vaudois » a soutenu le député **Pierre-André Romanens**, citation que l'on prêterait bien à utiliser en guise de conclusion. Réformer, mais pas niveler, la pensée unique comme le taux unique ne rend ainsi pas les gens heureux.

AGENDA

Save the date !

PLR VAUD

- Congrès cantonal
Lundi 21 mars, à 19h30,
Lausanne

ecc 2022

- Grand Conseil
et 1^{er} tour du Conseil d'État
Dimanche 20 mars
- 2^e tour du Conseil d'État
Dimanche 10 avril

Un seul slogan :

abonnez-vous
à **TRIBUNE...**



■ Prochaine parution
Mercredi 30 mars 2022

■ Délai rédactionnel
Lundi 21 mars 2022

VILLE-CAMPAGNE

FAISONS TOUT POUR ÉVITER LE FOSSÉ...

par Alexandre Berthoud,
vice-président PLR Vaud, député,
candidat au Grand Conseil

En septembre dernier, lors de ma candidature pour représenter le PLR à la course au Gouvernement vaudois en remplacement de Philippe Leuba et Pascal Broulis, j'ai eu l'opportunité de visiter bon nombre d'arrondissements et rencontré beaucoup d'entre vous pour vous présenter mon programme et mes engagements. Ce fut aussi l'occasion pour moi de constater à quel point les villes et la campagne avaient des intérêts convergents mais que nous avons aussi de grandes différences. On peut même parler d'un risque réel de fracture voire même de fossé entre nous. Nous le remarquons quasi hebdomadairement au Grand Conseil. Or, nous devons retrouver l'harmonie dans notre canton.

Pour y parvenir la péréquation est une priorité et ce chantier doit être pris en charge aussitôt que possible. Notre parti a la grande chance de compter sur un nombre important d'élus au Parlement vaudois dont des syndics et des municipaux. Ensemble, nous devons travailler et trouver une solution. Il sera dès lors important de respecter l'ensemble des communes urbaines et rurales en tenant compte de leurs spécificités.

En parallèle, il est important de calibrer et de réformer les politiques publiques, sans forcément en augmenter les moyens. Pas d'arrosage mais des priorités. Nous, en qualité d'élus PLR, devons mieux prendre en compte l'impact de nos votes au Parlement sur les politiques publiques et par ricochet sur le montant de la facture sociale.

D'autres éléments font état de divergences entre villes et campagne et sur



Alexandre Berthoud

lesquelles nous devons porter une attention particulière. En matière de formation notamment, il y a lieu de tenir un discours où les intérêts de chacun sont pris en compte. Les Hautes Écoles ne sont pas l'unique voie royale qui mène au succès. La formation duale mérite d'être davantage valorisée. Cessons de toujours opposer voie académique et voie professionnelle d'autant plus que des ponts existent entre elles et permettent des évolutions intéressantes.

Les disparités concernant la mobilité sont aussi très importantes. Chaque habitant doit avoir la possibilité de faire un choix selon les contraintes auxquelles il fait face. Imposer les transports publics dans des régions dans lesquelles la cadence horaire est trop faible est totalement contre-productif. Des solutions multimodales doivent être envisagées, qui certes peuvent être incitatives et privilégier certains moyens de transports sans en pénaliser d'autres.

Comme dernier exemple, je prendrai la présence du loup sur notre territoire qui fait débat aujourd'hui. Il devient même un risque de fracture important de notre société. La position catégorique « pour ou contre le loup » n'est pas une bonne solution. Ceux qui ne viennent à la campagne que pour se promener le dimanche doivent

aujourd'hui comprendre les enjeux et les contraintes vécus par les éleveurs et les agriculteurs qui subissent les conséquences néfastes de la présence du loup. Le dialogue et la compréhension de chacune et chacun est important. Ceci passe par l'ouverture et l'écoute.

Notre canton est vaste et diversifié. Nous devons donc trouver un chemin commun quel que soit l'environnement dans lequel nous nous trouvons. Je souhaite faire de ce trait d'union Ville Campagne une de mes priorités politiques de la prochaine législature. Ce qui est sûr par contre, que l'on soit un PLR rural ou un PLR urbain, c'est que nous partageons les mêmes valeurs. Alors pour que tout aille bien, construisons sur nos convergences et travaillons sur nos divergences pour éviter ce fossé qui n'amène rien de bon.

La présence du loup sur notre territoire fait débat aujourd'hui. Il devient même un risque de fracture important de notre société.

Vu au PLR Vaud

QR code



Votre QR code pour vous abonner à TRIBUNE ou faire un don...

publicité

Machines-Services – Bernard Thonney



Vente et réparation de toutes marques de tondeuses, tronçonneuses, fraiseuses, scarificateurs, débroussailleuses, machines viticoles et communales.

Route du Jorat 8
1073 Mollie-Margot
021 781 23 33
079 310 56 66
b.thonney@bluewin.ch
www.machineservices.com

élection, campagne

La campagne PREND DE L'AMPLEUR...

Présence sur le terrain à la rencontre de la population vaudoise et flyers de présentation de nos candidats par arrondissement. Nos idées et valeurs PLR sont ainsi diffusées partout.

Bonne campagne à tous nos candidats !



publicité

www.confort-lit.ch
Confort-lit
DEPUIS 1989

Festival du lit rabattable



Av.de Grandson 60
Yverdon-Les-Bains
024 426 14 04

Rue Saint-Martin 34
Lausanne
021 323 30 44

33 ans

Votre partenaire qualité et confort en ameublement & literie

MACRON AU DÉFI DE LA RÉÉLECTION

par Pierre Schaeffer

C'est une campagne insolite qui se déroule en France, à l'occasion de la présidentielle du 10 avril prochain. Alors que les résultats économiques apparaissent particulièrement négatifs, au-delà même de la crise sanitaire, voire désastreux dans le cadre du commerce extérieur, le sujet n'affleure même pas dans la campagne, comme si le mot d'ordre lancé par Macron, il y a deux ans, en pleine crise Covid restait d'actualité: «*Quoi que ça coûte*». Dans cette campagne, et à 50 jours du premier tour, on ne parle pas de ce qui fâche. Et surtout, le principal candidat, celui que tout le monde attend, le président sortant, maintient le suspense sur sa déclaration de candidature pour mieux, dit-on, dans son entourage, conduire une campagne-éclair.

Mais quelle que soit la date et les circonstances retenues, Emmanuel Macron va devoir répondre à un double défi qui est bien dans son tempérament d'affronter seul les épreuves, au dernier moment. Le premier obstacle à sa candidature, c'est la remobilisation d'un électorat majoritaire de Tiers-Parti, c'est-à-dire se situant à la frange des deux blocs qui ont pratiqué l'alternance sous la V^e République. L'opération était plus simple en 2017. Macron n'avait pas de bilan à défendre et les deux blocs de droite et de gauche étaient relativement cohérents, pour permettre à Macron d'accueillir des transfuges de droite et de gauche et constituer ainsi une majorité parlementaire qui n'a pas résisté à l'usure du temps. Le Tiers-Parti de Macron est aujourd'hui beaucoup plus difficile à mobiliser, avec un bloc de gauche inexistant et un bloc de droite relativement uni derrière sa candidate d'obédience centriste, Valérie Pécresse. Emmanuel Macron a déjà tiré parti de cette fragilité du bloc de



droite en ralliant aujourd'hui des personnalités de premier plan, dans le cas d'Éric Woerth, ancien ministre de Sarkozy, qui vient s'ajouter aux ralliés de 2017.

Cette fragilité de l'éventuelle majorité présidentielle n'est que l'ombre portée d'une autre précarité, beaucoup plus dangereuse: l'élection en juin d'une majorité parlementaire pour gouverner. Et là, Macron n'est sûr de rien. On a tout vu dans ce domaine sous la V^e République. Mitterrand réunit une majorité parlementaire forte en 1981, après 23 ans de pouvoir gaulliste. Il échoue en 1988, après une élection présidentielle de haut vol, de même que Macron en 2017. Et pourtant, il lui faudra pour gouverner et réformer un gouvernement fort s'appuyant sur une majorité ferme et c'est le deuxième défi pour répondre aux impératifs économiques et financiers d'un pays en état de banqueroute, celui de la France en 1958, à l'aube de la V^e République.

Pour assainir la situation économique et financière de la France, le fer devra être porté dans trois secteurs fondamentaux: le déficit budgétaire et commercial d'une part, la dette d'autre part. Deux circonstances aggravantes

vont peser sur l'esprit de réforme s'il est celui d'Emmanuel Macron réélu: l'inflation qui menace la paix sociale, la hausse des taux d'intérêt qui gonfle le service de la dette. Mais Macron, et c'est sans doute le secret de sa conviction européenne, bénéficie d'un triple soutien européen: la stabilité du taux de change de l'euro, monnaie concédée à la France; la modération des taux d'intérêt et l'amortissement de la moitié de la dette par la Banque centrale européenne, toujours prudente dans sa

politique monétaire. Emmanuel Macron devra toutefois se souvenir de la mise en garde d'Helmut Kohl à François Mitterrand, en 1983, après deux années d'une gestion désastreuse de l'économie française: si la raison ne l'emporte pas, la France devra quitter l'Union douanière européenne.

Pour votre publicité dans
TRIBUNE

urbanic
Régie publicitaire

Chemin de Sous-Mont 21 - 1008 Prilly
info@urbanic.ch - Tél. 079 278 05 94

DE L'IMPORTANCE DE LA DÉCO...

par Fabienne Guignard

Les grands de ce monde ont de tout temps été moqués. Les rois, les reines comme leurs ministres et autres galants n'ont jamais échappé aux pamphlets et caricatures qui feraient presque passer les dessins de Wolinski pour des dessins d'enfants... Les auteurs pouvaient passer un sale quart d'heure s'ils se faisaient choper, se retrouvant dans des geôles peu accueillantes *ad vitam aeternam*... Les *Voici*, *Public* et autres journaux poubelles ont ainsi toujours existés. Aujourd'hui, ils paient des amendes quand ils vont trop loin mais ne finissent jamais en prison pour crime de lèse-majesté. Progrès social incontestable...

Alors parler des petites choses de la vie des grands intéresse forcément le peuple qui se ravit de les voir sous un jour qu'ils voudraient cacher. Aujourd'hui, les images sont reines. Un rien suffit.

Le bras de fer commençait déjà à l'aéroport. Emmanuel a refusé de faire un test PCR russe de peur de se faire « piquer » son ADN.

La table de négociation gigantesque de Vladimir a suscité des réactions planétaires. Incroyable qu'une table puisse avoir un tel effet. Comme les fauteuils et sofas de Receip avaient suscité l'indignation entre Ursula et Charles... Cette longue table blanche, personne d'autre dans la salle, d'une froideur extrême avec une touche verdâtre du plus vilain effet. À se demander même s'il y avait



du chauffage? Rien n'annonçait visiblement de chaleureuses retrouvailles, chacun pénétrant dans la pièce par sa propre porte d'entrée. Faut dire que le Palais est grand... Des pièces, il y en a beaucoup. Un petit menu léger a été prévu pour prendre des forces. Vladimir sait qu'avec Emmanuel il faut emmener son frichti pendant ses discussions car il aime à parler longtemps. Ce coup-là, six heures tout de même. Avec leurs écouteurs sur les oreilles pour les traductions simultanées. Emmanuel aime à parler très longtemps. Il fatigue ses interlocuteurs sauf que Vladimir est un grand sportif et que, malgré ses vingt années de plus, il a du souffle... Olaf quelques jours plus tard se retrouvait assis à la même place, sur la même chaise, à cinq mètres de distance du Tsar... Et Viktor avait subi le même sort une semaine plus tôt. Vlad joue à fond

les gestes barrières. Fallait parler fort. L'histoire ne nous dit pas si la discussion a aussi duré six heures. Olaf, c'est plutôt un taiseux. Ça a dû durer moins longtemps.

La moquerie était donc tentante. Voilà que cette table s'est transformée en balançoire sur les réseaux sociaux. Très réussi. Lavrov, le ministre des affaires étrangères russes, sera mis à la même enseigne mais lui encore plus éloigné que les présidents, dans une salle de conférence encore plus austère mais sans petits pains et tasse de café. Forcément il n'est que ministre... On peut en déduire que Vladimir aime être tout seul au bout d'une table pour montrer que c'est lui le chef. Il est peut-être contagieux... Bref, on ne l'approche pas... Tout est possible avec Vlad. La franchise, c'est pas tant son fort... La négociation s'annonçait difficile. Le bras de fer commençait déjà à l'aéroport. Emmanuel a refusé de faire un test PCR russe de peur de se faire « piquer » son ADN. Bonne décision. Il n'a pas du tout envie d'être empoisonné comme Navalny ou cloné, ou n'importe quoi d'autre... Pareil pour Olaf. Bonne entente franco-allemande... Faut faire attention avec les Russes, ils adorent les poisons et les essais biologiques... On sait comment on arrive, on ne sait pas comment on repart. C'est quand même bizarre

comme entrée en matière pour des pourparlers pour éviter une guerre... La confiance règne comme on dit. Mais voilà, après les allers et retours diplomatiques pour calmer le jeu en Ukraine, Emmanuel doit se jeter dans une campagne présidentielle jusqu'ici plutôt minable. Une manière de revenir sur terre. Le pauvre. Mais bon, il n'a pas le choix... Quand il faut y aller, il faut y aller. Un mauvais moment à passer... C'est tout de même Jingping, Vladimir et Receip qui doivent bien rigoler. C'est un problème qui ne se passerait jamais chez eux...

publicité

HOTEL BELLERIVE
★ ★ ★
Idéal pour tous vos séjours
et ceux de vos connaissances
Vue imprenable – Parking assuré
Fitness, Sauna, Hammam
BAR PUB « LE 99 »
Av. de Cour 99, 1007 Lausanne
Tél. +41 21 614 90 00
www.hotelbellerive.ch
info@hotelbellerive.ch